



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.EIA/IC/2009/2
9 avril 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION SUR
L'ÉVALUATION DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT
DANS UN CONTEXTE TRANSFRONTIÈRE

Comité d'application

**RAPPORT DU COMITÉ D'APPLICATION SUR SA SEIZIÈME SESSION,
TENUE À BERLIN DU 10 AU 12 MARS 2009**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
INTRODUCTION.....	1 – 3	3
I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....	4 – 5	3
II. SUIVI DE LA DÉCISION IV/2 EN CE QUI CONCERNE L'UKRAINE (PAR. 7 à 14).....	6 – 22	3
A. Examen indépendant.....	6 – 7	3
B. Stratégie	8	4
C. Rapports.....	9 – 19	4
D. Conclusions générales	20 – 22	5
III. SUIVI DE LA DÉCISION IV/2 EN CE QUI CONCERNE L'ARMÉNIE (PAR. 15 à 19).....	23	6

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
IV. DEUXIÈME EXAMEN DE L'APPLICATION.....	24 – 42	6
A. Questions générales de respect des obligations	24 – 28	6
B. Questions spécifiques de respect des obligations	29 – 42	8
V. COMMUNICATIONS.....	43 – 47	10
VI. INITIATIVE DU COMITÉ	48 – 53	11
VII. QUESTIONNAIRE RÉVISÉ.....	54 – 55	12
VIII. STRUCTURE, FONCTIONS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR.....	56	12
IX. QUESTIONS DIVERSES.....	57 – 60	12
X. PRÉSENTATION DES PRINCIPALES DÉCISIONS ET CLÔTURE DE LA SESSION.....	61 – 62	13

INTRODUCTION

1. La seizième session du Comité d'application a eu lieu à Berlin du 10 au 12 mars 2009, à l'invitation du Gouvernement allemand.
2. Étaient présents les membres suivants du Comité d'application: M^{me} Tatyana Javanshir, en remplacement de M. Gahraman Khalilov (Azerbaïdjan); M^{me} Nina Stoyanova (Bulgarie); M. Nenad Mikulic (Croatie); M. Matthias Sauer (Allemagne); M^{me} Rakia Kalygulova, en remplacement de M. Kubanychbek Noruzbaev (Kirghizistan); M. Jerzy Jendroska (Pologne); M^{me} Diana Olaru (République de Moldova); et M^{me} Vesna Kolar-Planinsic (Slovénie).
3. Aucun observateur n'était présent à la session.

I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

4. Le Président a ouvert la session et a souhaité la bienvenue à Berlin aux membres du Comité. Celui-ci a adopté l'ordre du jour tel qu'il a été publié sous la cote ECE/MP.EIA/IC/2009/1.
5. Le Comité a considéré que la décision prise par la réunion des Parties au sujet de l'aide financière aux représentants des pays en transition (ECE/MP.EIA/10, décision IV/9, par. 4) s'applique au financement des frais de ses représentants aux sessions pertinentes du Comité. Cependant, il a estimé que le financement devrait être accordé en priorité à ses membres et que les demandes d'appui financier pour les observateurs ne devraient être examinées que s'il restait des fonds; un financement serait alors envisagé au cas par cas. Le Comité a jugé que cette question devrait être examinée par le Bureau dans le cadre de la révision, pour la cinquième réunion des Parties, de la décision sur l'assistance financière.

II. SUIVI DE LA DÉCISION IV/2 EN CE QUI CONCERNE L'UKRAINE (PAR. 7 À 14)

A. Examen indépendant

6. M. Alep Cherp, consultant indépendant sélectionné par le Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 35) a présenté son projet d'examen des mesures législatives, administratives et autres prises par l'Ukraine pour appliquer les dispositions de la Convention, conformément à la décision prise par la réunion des Parties (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, par. 11). Le Comité a formulé un certain nombre de recommandations pour améliorer cet examen.
7. M. Cherp a présenté une «idée» pour l'application par l'Ukraine de la Convention et a souligné que ce pays devrait créer son propre mécanisme pour concrétiser cette idée. Le Comité a insisté sur la nécessité d'avoir des dispositions clairement définies sur la procédure de criblage, l'autorité ou les autorités compétentes et la décision définitive. Le Comité et M. Cherp se sont mis d'accord sur un calendrier pour l'établissement de la version finale du rapport, dont une période qui serait consacrée aux corrections factuelles qu'apporterait l'Ukraine. La version finale de l'examen serait envoyée à l'Ukraine avant la fin de mai 2009 pour que le Gouvernement de ce pays l'utilise comme base de sa stratégie d'application de la Convention (décision IV/2, par. 12).

B. Stratégie

8. Le Comité a estimé qu'il était important que la stratégie que communiquerait le Gouvernement ukrainien contienne des éléments de fond ainsi qu'un plan d'activités, y compris une description détaillée des dispositions de la législation prévue, ainsi que de la formation et des autres activités planifiées (décision IV/2, par. 12), un calendrier d'exécution précis et une définition des responsabilités pour la mise en œuvre. Dans les dispositions de la législation prévue, il faudrait tenir compte des conclusions et recommandations du Comité (décision IV/2, annexe I). Le Comité a décidé de demander au Gouvernement ukrainien d'inclure dans sa stratégie une réponse point par point aux recommandations figurant dans l'examen indépendant, ainsi que des précisions sur la façon dont l'Ukraine applique le paragraphe 14 de la décision IV/2 concernant la négociation d'accords bilatéraux ou d'autres arrangements. Le Comité a décidé d'écrire au Gouvernement ukrainien à cet effet à la mi-avril 2009 au plus tard.

C. Rapports

9. Le Comité a ensuite examiné le rapport reçu du Gouvernement ukrainien en réponse à une demande qu'il avait formulée (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 32). Le Comité a pris note dudit rapport et des progrès qui y étaient mentionnés dans l'application de la Convention à la phase II du projet de canal de Bystroe.

10. Le Comité a cependant fait observer que le rapport ne confirmait pas que:

a) Les travaux de la phase I, notamment pour l'exploitation et la maintenance, avaient été arrêtés;

b) Des mesures avaient été prises pour appliquer les dispositions pertinentes de la Convention à tous futurs travaux relatifs à la phase I du projet.

11. Au contraire, la section 2.3.1 du rapport ainsi qu'un communiqué de presse du Ministère ukrainien des transports et des communications daté du 7 février 2009¹ donnaient à penser que les travaux de la phase I avaient continué, à savoir: a) le dragage et b) l'allongement à 1 040 mètres du mur de protection (la longueur précisée pour la phase I).

12. Si les informations figurant dans le communiqué de presse étaient correctes, **le Comité a considéré que ce serait contraire aux obligations qu'il a imposées lorsqu'il a décidé que la mise en garde ne devrait pas être effective** (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 34). En outre, **ceci constituerait une violation continue de la Convention**, ainsi que cela est expliqué aux paragraphes 69 b) et 73 des conclusions et recommandations du Comité (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, annexe I).

13. En outre, le Comité a noté avec préoccupation que, selon le communiqué de presse susmentionné, des travaux avaient été réalisés dans le cadre de la phase II pour porter de 1 040 à 1 600 mètres la longueur du mur de protection en mer et que le rapport du Gouvernement ukrainien ne mentionnait pas lesdits travaux. **Le Comité a estimé que ceci constituerait une nouvelle violation par l'Ukraine de ses obligations au titre de la Convention** parce que la

¹ <http://www.mintrans.gov.ua/en/news/10584.html>, accès à ce site le 10 mars 2009.

procédure d'évaluation de l'impact transfrontière sur l'environnement pour la mise au point du projet en grandeur réelle (phases I et II) est en cours et que, selon la déclaration du Gouvernement ukrainien, aucune décision définitive n'a encore été prise sur la phase II.

14. Le Comité attendait du Gouvernement ukrainien qu'il communique au secrétariat, le 15 avril 2009 au plus tard, une déclaration écrite confirmant clairement et sans ambiguïtés que les conditions imposées dans la décision de la réunion des Parties avaient été satisfaites. Dans cette déclaration, le Gouvernement ukrainien devrait en particulier:

a) Démontrer que tous les travaux de la phase I, notamment ceux relatifs à l'exploitation et à la maintenance, ont été arrêtés;

b) Montrer, séparément pour la phase I et pour la phase II, que les dispositions de la Convention sont pleinement appliquées au projet.

15. Quand il aura reçu la déclaration écrite, le Comité se prononcera sur les mesures à prendre, à la lumière des paragraphes 8, 9 et 10 de la décision IV/2 de la réunion des Parties.

16. Par ailleurs, le Gouvernement ukrainien a communiqué au Comité un rapport récapitulatif sur l'évaluation des impacts environnementaux transfrontières probables du projet. Le Comité s'est félicité de la communication de ce rapport, mais, sur la base d'un premier examen, s'est inquiété de certaines des conclusions qui y figuraient, en particulier en ce qui concerne la faune et la flore. Il s'est inquiété de la façon dont le projet était présenté à la lumière des obligations internationales, en particulier en ce qui concerne la procédure d'EIE transfrontière. Il a aussi estimé que le chapitre intitulé «8. Résumé et conclusions» ne satisfaisait pas aux prescriptions de la Convention qui figurent à l'alinéa i) de l'appendice II selon lesquelles le résumé non technique devait présenter en termes non techniques les conclusions figurant dans chacun des chapitres antérieurs correspondant aux alinéas a à h de l'appendice II. Le Comité a aussi souhaité rappeler le paragraphe 43 de ses conclusions et recommandations (décision IV/2, annexe I) au Gouvernement ukrainien.

17. Le Comité a décidé que le Président du Comité rendrait compte en conséquence à la prochaine réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (du 11 au 13 mai 2009). Il espérait que le Gouvernement ukrainien aurait la possibilité de donner de nouvelles explications directement au Groupe de travail.

18. Le Comité a décidé de demander au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe d'écrire à cet effet au Vice-Premier Ministre ukrainien.

19. Outre la déclaration écrite susmentionnée, le Comité attendait du Gouvernement ukrainien un rapport pour sa dix-septième session, qui se tiendrait en septembre 2009 (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 33).

D. Conclusions générales

20. Lorsqu'il a examiné les documents reçus au titre de la suite donnée à la décision IV/2 en ce qui concerne l'Ukraine, le Comité a fait observer qu'il ne savait pas encore trop bien quelle décision figurant dans le cadre juridique ukrainien devait être considérée comme étant la «décision définitive» au sens de la Convention. Il a aussi fait observer que les conclusions du

rapport récapitulatif sur l'évaluation des impacts transfrontières probables du projet sur l'environnement semblaient viser essentiellement à montrer qu'il n'y aurait pas réellement d'impact. Dans ce contexte, le Comité a appelé l'attention sur deux conclusions plus générales concernant l'application de la Convention par les Parties.

21. Premièrement, **le Comité a estimé que si les conditions dont était assortie une décision pouvaient être modifiées ultérieurement par d'autres décisions, la première ne pouvait pas être considérée comme étant la «décision définitive» au sens de la Convention.**

22. Deuxièmement, **le Comité a tenu à indiquer clairement que l'avis d'une commission d'enquête selon lequel une activité est susceptible d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important a un caractère définitif dans la mesure où cette commission décide que la procédure d'évaluation de l'impact transfrontière sur l'environnement doit être appliquée sans aucune restriction, à commencer par l'envoi immédiat d'une notification à la Partie touchée. La procédure ne peut être arrêtée que si: a) l'activité prévue est abandonnée ou si b) la Partie touchée indique qu'elle ne souhaite pas y participer. Toutes études ou analyses ultérieures, dont les conclusions figurant dans le dossier d'EIE établi conformément à l'article 4 et à l'appendice II de la Convention, n'ont absolument aucun effet sur la validité de l'avis de la commission d'enquête, même si elles montrent que l'activité en question n'a eu aucun impact transfrontière préjudiciable important.**

III. SUIVI DE LA DÉCISION IV/2 EN CE QUI CONCERNE L'ARMÉNIE (PAR. 15 À 19)

23. Le Comité a examiné les progrès réalisés dans l'assistance technique pour élaborer la législation nécessaire afin d'aider l'Arménie à assurer l'application sans restriction de la Convention (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, par. 17), conformément à la décision qu'il avait prise au sujet d'un consultant à sa session précédente (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 37). Le secrétariat a indiqué que le contrat pour le consultant était en cours d'élaboration, à la suite de consultations tenues avec l'Arménie. Le Comité s'est déclaré satisfait des préparatifs.

IV. DEUXIÈME EXAMEN DE L'APPLICATION

A. Questions générales de respect des obligations

24. M^{me} Stoyanova a présenté ses conclusions concernant un examen de l'application de l'article 5 de la Convention, dont il était fait état dans les questionnaires remplis pour la période 2003-2005. Elle a fait observer que les questions concernant l'article 5 n'avaient pas été comprises par toutes les Parties. Dans leurs réponses, celles-ci ne faisaient pas la distinction entre les consultations tenues au début de la procédure, celles qui se tenaient pendant la procédure et celles qui se tenaient après l'établissement du dossier d'EIE. Par suite, certaines Parties identifiaient les problèmes, par exemple la langue dans laquelle était rédigé le dossier, la nécessité de traduire le dossier et des difficultés rencontrées pour respecter les délais, tous problèmes qu'il aurait fallu régler avant la tenue des consultations au titre de l'article 5. Ces observations ont conduit M^{me} Stoyanova à s'interroger sur la qualité et l'efficacité des consultations, qui dépendaient de l'exhaustivité du dossier d'EIE. Pour éviter ces difficultés et bien faire comprendre le sens des consultations tenues au titre de l'article 5, **le Comité a formulé la recommandation suivante:**

a) **Si les Parties concernées n'ont pas conclu d'accords bilatéraux ou multilatéraux couvrant ces questions, elles devraient se mettre d'accord au début de la procédure d'évaluation de l'impact transfrontière sur l'environnement, au moment où elles communiqueront la notification ou y répondront, sur les points suivants:**

i) **La langue ou les langues à utiliser pour la correspondance et le dossier d'EIE;**

ii) **Les moyens de tenir les consultations au titre de l'article 5 et le calendrier desdites consultations;**

b) **Les Parties font référence à la directive sur l'application pratique de la Convention (ECE/MP.EIA/8, sect. 2.9).**

25. Le Comité a conclu qu'il y avait souvent des malentendus sur le sens de «consultations» dans le contexte de l'article 5. **Le Comité a souligné que l'article 5 prévoit des consultations spécifiques après constitution du dossier d'EIE.** Il a décidé de revenir sur cette question lors d'une session ultérieure.

26. M. Sauer a présenté ses conclusions à la suite d'un examen de l'application de l'article 6 de la Convention, là encore en fonction des réponses aux questionnaires. Il a indiqué que l'article 6 semblait généralement être appliqué sans difficulté. Le Comité a approuvé les recommandations que M. Sauer avait formulées sur les bonnes pratiques à l'intention des Parties:

a) **Des informations sur les possibilités de former un recours devraient être incluses par la Partie d'origine dans la décision définitive, comme cela est suggéré dans la directive sur l'application pratique de la Convention. Une telle règle est imposée par la législation dans de nombreuses Parties;**

b) **Les Parties concernées devraient se mettre d'accord, au plus tard durant la procédure d'EIE, sur la question de savoir si la décision définitive sera traduite et, si tel est le cas, si la traduction portera sur l'ensemble de la décision définitive ou seulement sur des parties précises;**

c) **La décision définitive devrait toujours être soumise sur support papier mais, si la Partie touchée le demande, elle devrait aussi être communiquée par voie électronique.**

27. En outre, à la lumière du paragraphe 8 de l'article 3, **le Comité est parvenu à la conclusion que l'obligation s'imposait d'informer de la décision définitive le public concerné dans la Partie touchée.** Le Comité a décidé de revenir sur cette question lors d'une session ultérieure.

28. M^{me} Javanshir et M^{me} Kalygulova (examinant l'application de l'article 4) de même que M^{me} Kolar-Planinsic (examinant les cas) sont convenues de présenter les conclusions dans leurs examens respectifs à la session suivante du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 11).

B. Questions spécifiques de respect des obligations

29. Le Comité a examiné le questionnaire rempli sur l'application de la Convention pour la période allant de 2003 à 2005, reçu du Gouvernement albanais le 18 février 2009 en réponse à la lettre du Président du Comité, datée du 24 novembre 2008. La lettre avait été envoyée en application d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 13). Le Comité a demandé à son président d'écrire à nouveau au point de contact national pour l'Albanie, au nom du Comité, afin de demander des éclaircissements sur, entre autres, l'état de la législation visant à appliquer la Convention, législation dont l'Albanie avait indiqué qu'elle était prévue pour 2008. Le Comité a aussi estimé que l'Albanie pourrait avoir acquis une expérience dans l'application de la Convention à des projets relatifs à l'énergie dans la période couverte par le questionnaire et, notant que le questionnaire rempli par l'Albanie ne faisait pas état de telles activités, a décidé de demander des éclaircissements sur ce point. Le Comité a décidé d'examiner la réponse à sa session suivante tout en indiquant qu'il pourrait alors avoir de nouvelles questions à poser.

30. Le Comité a examiné les réponses aux messages que le secrétariat avait envoyé le 12 novembre 2008, au nom du Comité, aux points de contact dans les Parties qui n'avaient pas ou peu acquis d'expérience en tant que Parties d'origine dans la période considérée (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 14). À la suite de cet examen, **le Comité a décidé de rappeler à toutes les Parties à la Convention deux dispositions importantes:**

a) **Le paragraphe 5 de l'article 2 de la Convention, qui prévoit l'application de la Convention aux activités qui ne sont pas énumérées dans l'appendice I, mais qui sont susceptibles d'avoir un impact transfrontière préjudiciable important;**

b) **L'alinéa v) de l'article premier, qui définit l'expression «activité proposée» comme «toute activité ou tout *projet visant à modifier sensiblement une activité...*» (sans italiques dans le texte), comme par exemple la modernisation d'autoroutes et de routes express.**

31. **Le Comité a décidé d'informer le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement à propos de ce qui précède et de l'observation figurant dans certaines réponses, selon laquelle les seuils mentionnés dans l'appendice I étaient parfois élevés ou inexistants.** Dans le questionnaire sur l'application de la Convention durant la période 2006-2009, des informations seraient demandées à cet égard.

32. En outre, le Comité a fait observer que, dans plusieurs cas, les informations données en réponse au questionnaire étaient incomplètes. Le Comité a donc décidé d'encourager les Parties à donner des informations plus précises.

33. Le Comité a ensuite examiné la réponse du Gouvernement autrichien, reçue le 24 novembre 2008. Il a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour l'Autriche: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement autrichien du fait que le Comité était satisfait des éclaircissements fournis; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

34. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement belge, reçue le 12 février 2009. Il a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Belgique: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour demander à la Belgique de préciser la disposition de la Convention au titre de laquelle la Convention avait été appliquée aux deux activités mentionnées dans la réponse de la Belgique; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

35. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement grec, reçue le 27 février 2009. Il a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Grèce: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour demander des éclaircissements sur l'application de la Convention aux travaux sur une autoroute proche de la frontière bulgare (le point de franchissement de la frontière à Promachonas-Kulata), pour demander si la réponse de la Grèce concernait à la fois les activités et les projets visant à modifier sensiblement une activité et pour obtenir des renseignements sur les expériences faites par la Grèce en tant que Partie touchée, notamment en ce qui concerne la mine d'or de Krumovgrad en Bulgarie; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

36. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement hongrois, reçue le 12 février 2009. Il a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Hongrie: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement hongrois du fait que le Comité était satisfait des éclaircissements fournis; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

37. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement slovène, reçue le 3 mars 2009. Le membre du Comité désigné par la Slovénie (M^{me} Kolar-Planinsic) est sorti de la salle conformément à l'article 17 du règlement intérieur du Comité. Le Comité a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Slovénie: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement slovène du fait que le Comité était satisfait des éclaircissements fournis; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

38. Le Comité est ensuite passé aux réponses reçues des Parties aux lettres envoyées par le Président au nom du Comité pour demander des éclaircissements sur des informations figurant dans les questionnaires remplis.

39. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement hongrois, reçue le 16 février 2009, à une lettre du Président, datée du 24 novembre 2008, qui avait été envoyée à la suite d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 15). Le Comité a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Hongrie afin de rappeler que la disposition de la Convention selon laquelle le dossier d'évaluation de l'impact sur l'environnement devait comprendre une description, s'il y avait lieu, des solutions de remplacement (appendice II, al. b) était impérative pour l'application juridique de la Convention par une Partie. Il faudrait aussi indiquer dans la lettre que le Comité interprétait la réponse de la Hongrie comme la démonstration que ce pays veillait au respect de cette disposition (voir le paragraphe 2 de l'article 69 et le paragraphe 1 de l'article 71 de la loi de 1995 sur l'environnement) et que la réponse initiale au questionnaire était incorrecte. Le Comité aimerait cependant obtenir de nouveaux éclaircissements.

40. Le Comité a ensuite examiné la réponse du Gouvernement letton, reçue le 12 février 2009, à une lettre du Président, datée du 24 novembre 2008, qui avait été envoyée à la suite d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 16). Le Comité a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Lettonie: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement letton du fait que le Comité était satisfait des éclaircissements fournis; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

41. Le Comité a ensuite examiné la réponse du Gouvernement du Liechtenstein, reçue le 21 janvier 2009, à une lettre du Président, datée du 24 novembre 2008, qui avait été envoyée à la suite d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 17). Le Comité a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour le Liechtenstein: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement du Liechtenstein du fait que le Comité était satisfait des éclaircissements fournis; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées.

42. M^{me} Javanshir (Azerbaïdjan) a informé le Comité que la lettre du Président, datée du 24 novembre 2008, qui avait été envoyée à la suite d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 18) n'avait pas été reçue par le Ministre azerbaïdjanais de l'environnement, que ce soit directement ou par les voies diplomatiques. Elle a informé le Comité que tant le point de contact de l'Azerbaïdjan pour la Convention que le responsable de la coopération internationale au Ministère avaient récemment changé. Le Comité a donc décidé de tenter d'envoyer à nouveau la lettre par l'intermédiaire de la Mission permanente à Genève, avec copie au nouveau point de contact. M^{me} Javanshir a accepté de fournir des indications à jour sur le point de contact.

V. COMMUNICATIONS

43. Les observateurs n'ont pas été autorisés à participer à l'examen de ce point de l'ordre du jour, conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du règlement intérieur du Comité d'application.

44. M^{me} Kolar-Planinsic (Slovénie) a confirmé qu'une communication de la Slovénie, faisant part de préoccupations quant au respect par l'Italie de ses obligations au titre de la Convention, était toujours attendue.

45. Le Comité a pris note de la communication dans laquelle l'Ukraine faisait part de ses préoccupations quant au respect par la Roumanie de ses obligations au titre de la Convention, que le secrétariat avait reçue le 6 mars 2009. Il a aussi pris note du message envoyé le même jour par le secrétariat au point de contact pour la Roumanie pour transmettre cette communication conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'appendice de la décision III/2 (ECE/MP.EIA/6, annexe II). **Le Comité a décidé d'écrire au Gouvernement ukrainien pour lui demander des éclaircissements sur l'activité où les activités que l'Ukraine aurait menées sans appliquer la Convention et pour lesquelles les processus d'autorisation ou de prise de décisions avaient commencé après l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux Parties.**

46. **Le Comité a aussi décidé d'écrire au Gouvernement roumain pour demander des détails et des dates précises pour toutes procédures d'EIE, qu'elles fussent transfrontières ou non, ainsi que pour les processus d'autorisation et de prise de décisions concernant les activités décrites dans la communication de l'Ukraine.** Le Comité a décidé que M^{me} Stoyanova jouerait le rôle de rapporteur pour la communication.

47. **Le Comité a décidé d'inviter les deux Parties à sa prochaine session, au moment où il commencerait l'examen de la communication.**

VI. INITIATIVE DU COMITÉ

48. Les observateurs n'ont pas été autorisés à participer à l'examen de ce point de l'ordre du jour, conformément au paragraphe 1 de l'article 17 du règlement intérieur du Comité d'application.

49. Le Comité a examiné la réponse du Gouvernement roumain, reçue le 13 février 2009, à une lettre du Président, datée du 24 novembre 2008, qui avait été envoyée à la suite d'une décision que le Comité avait prise à sa précédente session (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 41). Le Comité a décidé d'écrire à nouveau au point de contact pour la Roumanie: a) pour adresser ses remerciements pour la réponse; b) pour informer le Gouvernement roumain que le Comité estimait que la procédure en cours semblait être conforme à la Convention; c) pour demander si le secrétariat pourrait publier sur le site Web de la Convention les communications échangées. Le Comité a demandé au secrétariat d'envoyer une lettre aux organisations non gouvernementales (ONG) ukrainiennes qui étaient à l'origine de l'information. Le secrétariat devrait indiquer que, sauf si la source avait des plaintes spécifiques à formuler concernant l'application de la Convention par la Roumanie, le Comité considérerait que l'affaire était close. Le secrétariat devrait aussi communiquer au Gouvernement roumain copie de ladite lettre.

50. Le Comité a examiné des informations fournies par une ONG néerlandaise à propos d'une activité en Belgique. Le Comité a décidé qu'il rassemblerait de nouvelles informations pour déterminer si des efforts avaient ou non été faits pour assurer une participation adéquate du public dans la Partie touchée (Pays-Bas), par exemple en contactant les Parties concernées, en copiant les informations reçues de l'ONG et en sollicitant les observations des Parties. Le Comité a décidé qu'il demanderait: a) des informations sur les procédures d'autorisation ou de consentement ainsi que d'EIE; b) si une notification avait été envoyée; c) si les Pays-Bas avaient choisi de participer à l'EIE transfrontière; d) quelles possibilités de participation avaient été offertes au public à la fois en Belgique et aux Pays-Bas, les deux Parties ayant des responsabilités en la matière; e) si des accords bilatéraux régissaient la procédure d'EIE transfrontière. Le Comité a décidé d'examiner ces informations, si les conditions le permettaient, à sa session suivante et a estimé qu'il pourrait alors avoir de nouvelles questions à poser.

51. Le Comité a examiné des informations fournies par le secrétariat au sujet d'une activité concernant un fleuve en Ukraine, en amont de la République de Moldova. Le membre du Comité désigné par la République de Moldova (M^{me} Olaru) est sorti de la salle conformément à l'article 17 du règlement intérieur du Comité. Le Comité a décidé qu'il rassemblerait de nouvelles informations en écrivant à l'Ukraine pour demander des renseignements sur les compétences spécialisées dont disposait cet État et les procédures d'autorisation ou de consentement ainsi que d'EIE (notamment dans un contexte transfrontière) et en particulier sur

les dates exactes auxquelles les mesures avaient été prises. Le Comité a aussi exprimé le souhait de savoir: a) si le dossier d'EIE avait été établi; b) si ce dossier traitait des impacts transfrontières; c) si une notification avait été envoyée et, dans le cas contraire, pourquoi. Le Comité a décidé d'examiner ces informations, si les conditions le permettaient, à sa session suivante et a estimé qu'il pourrait alors avoir de nouvelles questions à poser.

52. Le Comité a examiné des informations fournies par le secrétariat sur des activités menées en République de Moldova, à proximité des frontières avec la Roumanie et l'Ukraine. M^{me} Olaru est sortie à nouveau de la salle conformément à l'article 17 du règlement intérieur du Comité. Le Comité a décidé qu'il recueillerait de nouvelles informations en écrivant à la République de Moldova, à la Roumanie et à l'Ukraine pour demander des informations concises et d'ordre procédural relatives aux activités, aux compétences spécialisées dont disposait l'État, aux procédures d'autorisation ou de consentement ainsi que d'EIE transfrontière, notamment la notification, ainsi que les dates exactes auxquelles les mesures avaient été prises. Il a décidé d'examiner ces informations, si les conditions le permettaient, à sa session suivante et a estimé qu'il pourrait alors avoir de nouvelles questions à poser.

53. Le Comité a décidé d'examiner de nouvelles informations fournies par le secrétariat à sa session suivante, s'il en avait le temps.

VII. QUESTIONNAIRE RÉVISÉ

54. Le Comité a revu un projet de questionnaire sur l'application de la Convention durant la période 2006-2009, que M^{me} Kolar-Planinsic et M. Mikulic avaient établi sur la base des observations reçues d'autres membres. Le Comité a demandé au secrétariat d'établir le projet de questionnaire en anglais et en russe en mettant en évidence tous les changements apportés au questionnaire pour la période 2003-2005, pour examen par le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (ECE/MP.EIA/10, décision IV/1, par. 5), à sa prochaine réunion (ECE/MP.EIA/WG.1/2009/1, par. 9).

55. Le Comité a aussi examiné un projet de calendrier détaillé pour la présentation des questionnaires révisés remplis, ainsi que pour l'élaboration de l'examen de l'application, dont le Groupe de travail sera saisi (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, annexe III, par. 53).

VIII. STRUCTURE, FONCTIONS ET RÈGLEMENT INTÉRIEUR

56. Le Comité a fait observer qu'il était censé garder à l'étude et étoffer, au besoin, la description de sa structure et de ses fonctions ainsi que son règlement intérieur, à la lumière de l'expérience acquise (ECE/MP.EIA/10, décision IV/2, par. 6). Il a décidé qu'il pourrait examiner la question à sa session suivante.

IX. QUESTIONS DIVERSES

57. Le secrétariat a présenté un avant-projet d'un opuscule ou d'une brochure présentant brièvement le Comité et son rôle et indiquant que des organismes et des particuliers ont la possibilité de lui communiquer des informations conformément à l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 15 de son règlement intérieur (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 47). Le Comité a examiné le projet d'opuscule ou de brochure et a demandé au secrétariat d'en établir la version définitive,

de prendre des dispositions pour qu'il soit édité, puis de communiquer le texte révisé par courrier électronique. Le Comité a décidé qu'il pourrait formuler de nouvelles observations sur le texte révisé avant la publication de l'opuscule.

58. Le Président a informé le Comité sur les points de l'ordre du jour provisoire de la douzième réunion du Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (Genève, 11-13 mai 2009) qui concernaient le Comité.

59. Donnant suite à une demande du Comité (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 48), le secrétariat a rendu compte de la fourniture d'informations au titre du mécanisme de respect des dispositions de la Convention dans le cadre d'un cours sur l'utilisation, par les ONG, du mécanisme de respect des dispositions de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Ce cours avait eu lieu à Genève du 16 au 19 décembre 2008. Le Comité a pris note de ces informations.

60. M. Mikulic et M^{me} Stoyanova ont donné des explications sur la proposition qu'ils devaient présenter au Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement au sujet des liens entre l'application de la Convention et l'application des Directives de l'Union européenne relatives à la conservation des oiseaux sauvages et des habitats naturels² (ECE/MP.EIA/IC/2008/2, par. 49). Ils ont indiqué que, pour que cela intéresse davantage toutes les Parties, la proposition comprendrait aussi un renvoi à la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe et à la Convention sur la diversité biologique.

X. PRÉSENTATION DES PRINCIPALES DÉCISIONS ET CLÔTURE DE LA SESSION

61. **Le Comité a décidé de tenir sa session suivante du 14 au 18 septembre 2009 à Genève. Les sessions ultérieures se tiendront du 23 au 25 mars 2010, du 14 au 16 septembre 2010 et du 11 au 13 janvier 2011. Si des sessions supplémentaires s'avéraient nécessaires, elles pourraient se tenir du 15 au 17 juin 2010 et du 9 au 11 novembre 2010.**

62. **Le Comité a adopté le projet de rapport de sa session établi par le Président et le secrétariat.** Le Comité et le secrétariat ont remercié le Président d'avoir accueilli la session. Le Président a alors prononcé la clôture de la session.

² Directive 79/409/CEE du Conseil, du 2 avril 1979, concernant la conservation des oiseaux sauvages et Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore.